



**mission
inclusion**

**Revue de presse
1^{er} au 15 janvier 2022**



Table des matières

Mission inclusion	3
Reportage	4
CBC - 2021-01-15 - Richard Veenstra	4
Champs d'action au Québec	5
Des légumes qui poussent dans la terre... en janvier	6
La Presse – 2022-01-01	6
Ateliers pour adultes souffrant de troubles anxieux	9
Journal St-François – 2022-01-03	9
Une percée dans la lutte à l'itinérance à Québec	10
Le Soleil – 2022-01-10.....	10
Des minimaisons pour lutter contre l'itinérance à Montréal, c'est pour bientôt ?	13
24 heures – 2022-01-11	13
Café au suivant : « tout le monde mérite une petite douceur »	16
L'Avenir de l'Érable – 2022-01-12 – p. 11	16
Des policiers communautaires à la rencontre d'itinérants	19
Radio-Canada – 2022-01-14.....	19
Champs d'action à l'international	22
Afrique de l'Ouest : les crises du Sahel ont des effets dévastateurs sur les plus vulnérables	23
ReliefWeb – 2022-01-04	23
« Je me sens humiliée » : en Inde, une centaine de musulmanes « mises en vente » sur une application en ligne	25
Libération – 2022-01-07	25
Actualité à surveiller	26
<i>Rien à signaler</i>	27



Mission inclusion



Reportage

CBC - 2021-01-15 - Richard Veenstra

Vous pouvez écouter le segment en cliquant directement sur le lien ci-dessous:

https://files.influencecommunication.com/cbc_reportage.mp3

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action au Québec



Des légumes qui poussent dans la terre... en janvier

La Presse – 2022-01-01

Par : Daphn Cameron

<https://www.lapresse.ca/actualites/2021-01-31/agriculture-hivernale/des-legumes-qui-poussent-dans-la-terre-en-janvier.php>

Dehors, le mercure a plongé plusieurs degrés en-dessous zéro. Charlotte Giard-Laliberté soulève une immense couverture blanche. Sous cette bâche de textile isolant, un tableau foisonnant se révèle : des épinards, des bok choy, de la laitue et de la roquette. Malgré le froid polaire qui s'est installé sur le Québec, ils poussent à même le sol, dans une serre qui n'est pas chauffée.

« C'est le chaînon manquant de l'alimentation locale, explique l'agronome. Il y a des purs et durs qui vont juste manger des patates et des navets l'hiver, mais c'est quand même le fun d'avoir de la verdure, surtout quand elle est produite avec peu ou pas de chauffage. »

Charlotte Giard-Laliberté est chercheuse au Centre d'expertise et de transfert en agriculture biologique et de proximité (CETAB+), rattaché au cégep de Victoriaville. C'est la responsable de la « vitrine technologique sur la culture de légumes de climat frais sous abris ».

Il s'agit du premier projet de recherche appliquée financé par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) sur l'agriculture maraîchère d'hiver.

Cet investissement coïncide avec la volonté du gouvernement Legault d'accroître l'autonomie alimentaire du Québec de 10 %, notamment en doublant la superficie des serres d'ici cinq ans.

Lors du dévoilement de sa stratégie des serres, à la fin de novembre, le gouvernement Legault a annoncé que les agriculteurs qui voudront utiliser cette approche – qu'ils ont baptisée « grands tunnels » – pourront recevoir une aide financière allant jusqu'à 60 000 \$ pour se procurer les équipements nécessaires.

« De plus en plus, les producteurs sont intéressés et veulent développer cet aspect-là de leur production, explique Mme Giard-Laliberté. C'est une façon écologique de s'alimenter en hiver. »
Du Maine au Québec

L'agriculture hivernale a été développée dans le nord-est des États-Unis par Eliot Coleman, personnage culte de l'agriculture naturelle à petite échelle. Son ouvrage, *The Winter Harvest Handbook*, publié en 2009, est considéré comme la Bible des agriculteurs qui voudraient se lancer dans l'aventure d'une production sur quatre saisons.

Petit à petit, l'idée a traversé la frontière et s'est frayé un chemin jusque dans les fermes du Québec. Mais plusieurs questionnements particuliers à notre terroir demeurent en suspens.

« Certains producteurs ont leurs calculs à eux, mais on n'a pas encore d'idée ou de consensus dans la communauté agricole à savoir quand tu plantes une culture en octobre dans une serre non chauffée, quand tu vas pouvoir la récolter et combien de coupes tu vas pouvoir faire », explique Mme Giard-Laliberté.

L'an prochain, l'expérience sera répétée avec les mêmes légumes-feuilles dans une serre chauffée à 5 degrés Celsius.



Amortir le coût d'une serre avec autre chose qu'une culture verticale très payante comme la tomate ou le poivron, c'est difficile. Il y a toute une question économique derrière ça et c'est, entre autres, le but de notre projet. Évaluer la rentabilité d'un chauffage minimal, c'est la question que tous les producteurs me posent.

Charlotte Giard-Laliberté

« À quel point on va gagner du rendement ? À quel point on va rentabiliser le coût de l'énergie, à quel point ça vaut la peine ? C'est une interrogation à laquelle les producteurs n'ont pas de réponse et qui les freine à se lancer », dit Mme Giard-Laliberté.

Chauffées à 2 degrés

Des céleris, des rabioles, des rapinis, du chou frisé (kale), de la bette à carde : 20 légumes différents poussent dans les trois serres froides de la ferme Coq à l'âne de Bury, en Estrie. Une diversité étonnante pour des serres chauffées à seulement 2 degrés Celsius afin d'éviter le gel la nuit.

Frédéric Verville et Marilyn Ouellet vivent le calendrier typique de l'agriculteur (travail sans relâche l'été, vacances l'hiver) à l'envers. Même si c'est leur première année en culture hivernale, ils ont désormais décidé d'offrir leurs paniers biologiques l'hiver seulement.

« L'idée, c'est de ralentir en été et de mieux utiliser notre temps durant l'hiver, explique Frédéric Verville. On avait beaucoup de temps en hiver et on se tournait un peu les pouces alors que l'été, c'est vraiment intense. C'est stressant, surtout avec la météo qui devient de plus en plus extrême. »

La serre est chauffée avec les surplus d'énergie de la chaudière de la maison du couple qui fonctionne à la biomasse.

« Deux degrés, ce n'est pas chaud, mais c'est suffisant. C'est sûr que ça ne pousse pas très vite, mais le facteur limitant, ce n'est pas tant la chaleur que la lumière, étant donné qu'il y a beaucoup moins de soleil. Mais ça pousse quand même, c'est étonnant », ajoute Frédéric Verville, qui possède une maîtrise en agronomie.

Il y a des choses qu'on a récoltées en décembre qu'on a déjà récolté de nouveau en janvier.

Frédéric Verville

Membres du réseau des Fermiers de famille, le couple a véritablement ressenti l'engouement envers l'achat local engendré par la pandémie.

« On ne fournit pas. On a rempli nos abonnements de paniers d'hiver en un mois. On aurait pu en prendre beaucoup plus. On refuse énormément de propositions de mise en marché parce que la demande est vraiment forte », explique Marilyn Ouellet.

Chauffées de 3 à 5 degrés

Le quatuor derrière Le Jardin des Funambules, en Estrie, s'est aussi lancé cette année dans un projet de serres froides.



« On dirait qu'il y a vraiment eu une poussée cette année pour l'agriculture hivernale », remarque Vincent Lafleur-Michaud, l'un des copropriétaires de la ferme avec sa conjointe et un autre couple.

« Depuis la publication du livre d'Eliot Coleman, c'est un sujet qui est toujours présent dans nos discussions, mais on n'était jamais rendus là, parce qu'il fallait apporter notre entreprise à un certain stade de maturité », ajoute-t-il.

Dans le cadre de son projet de recherche, Charlotte Giard-Laliberté fera aussi une étude de cas au Jardin des Funambules. Elle va suivre l'évolution des rendements selon les températures mesurées dans les serres.

Une variété étonnante

« Ça va apporter beaucoup de clarté, de réponses et de pistes de solution. [...] Pour les nouveaux producteurs qui vont vouloir démarrer, au moins, il va y avoir une référence. Je trouve que pour nous, c'était plate d'avoir des références américaines juste dans un livre. »

Mesclun, oignons verts, céleri, chou kale, épinards : une douzaine de cultures se dressent dans quatre de leurs cinq serres dotées d'un système alimenté au propane, mais chauffées à des températures allant de 3 à 5 degrés.

« Je ne suis pas intéressé par l'agriculture hivernale qui consiste à chauffer des serres à 20 degrés Celsius, à utiliser de la lumière artificielle et à produire des plantes tropicales. Ça, pour moi, c'est aller de l'autre bord de mes valeurs et ça me fait un peu peur que ce soit ça qu'il se passe avec les subventions qui arrivent », souligne M. Lafleur-Michaud au sujet de la stratégie d'aide financière du gouvernement Legault, dotée d'un budget de 91 millions de dollars, qui vise aussi les grands complexes serricoles et les serres de moyenne taille.

« Il y a quand même des nuances à apporter lorsque l'on amène l'idée de manger local. Produire localement des plantes relativement en saison, c'est-à-dire des plantes qui résistent bien au froid, c'est ce qui manque dans le discours de toute cette promotion récente que l'on voit. »

[Retour à la table des matières](#)



Ateliers pour adultes souffrant de troubles anxieux

Journal St-François – 2022-01-03

Par : Yanick Michaud

<https://www.journalsaint-francois.ca/ateliers-pour-adultes-souffrant-de-troubles-anxieux/>

La conjoncture fait en sorte que de nombreuses personnes doivent vivre avec le stress et l'anxiété en ce début de nouvelle année.

L'anxiété et le stress sont des enjeux importants lorsque l'on parle de santé mentale et Le Versant, qui existe dans la région depuis de nombreuses années, a à cœur de proposer différents ateliers et conférences, tout au long de l'année, afin d'aider un maximum de personnes.

Depuis juin 2008, les personnes de la région de Vaudreuil-Soulanges ayant des difficultés avec l'anxiété comptent sur l'aide de l'organisme communautaire Le Versant, réseau d'entraide pour les personnes souffrant de troubles anxieux.

Les inscriptions pour la session d'hiver 2022 sont ouvertes sur le site web du Versant à leversant.org alors que l'on amorce la première semaine de janvier. Il faut prendre note que la session débutera la semaine du 17 janvier. Le Versant respecte toutes les consignes sanitaires de la Santé publique et si possible quelques ateliers seront tenus en présence; les autres seront sur Zoom.

Pour s'inscrire il est conseillé de le faire sur le site web de l'organisme à leversant.org. Il est également possible d'envoyer un courriel à info@leversant.org ou de laisser un message au 450 455-6171 poste 70657. Un responsable entrera en contact avec la personne inscrite. Des frais d'environ 40 \$ sont à prévoir pour le matériel didactique et l'inscription. À noter également que les places sont limitées.

[Retour à la table des matières](#)



Une percée dans la lutte à l'itinérance à Québec

Le Soleil – 2022-01-10

Par : Marc Allard

<https://www.lesoleil.com/2022/01/10/une-percee-dans-la-lutte-a-litinerance-a-quebec-facb6b7f084e9e207dbbf830a57f5b4c>

Corey Sawers a été itinérant pendant plus d'une décennie, dormant où il pouvait et ramassant des canettes pour se payer de la nourriture et des speeds. Puis, un jour, on lui a offert un toit. L'homme de 34 ans, aux prises avec une dépendance aux métamphétamines, a reçu les clés d'une maison de chambres dans le quartier Saint-Sauveur en novembre 2018.

Avec un sac de sport, quelques vêtements et pas grand-chose d'autre, Corey s'est installé dans sa nouvelle chambre, soulagé de pouvoir enfin compter sur un abri permanent. «C'est comme si la vie me donnait une deuxième chance», dit-il.

Corey fait partie d'un programme nommé Portes-Clés qui a entraîné une percée importante dans la lutte à l'itinérance à Québec.

Lancé en 2015 par huit organismes — PECH, Lauberivière, le Café rencontre, Miels-Qc, le YWCA, CF3A, le PIPQ et L'archipel d'entraide — Porte-Clés permet à des itinérants d'accéder à un logement subventionné peu importe leur condition. Le plus récent bilan montre qu'environ 80 % des 175 itinérants qui ont bénéficié de ce programme depuis six ans sont sortis de la rue.

Pour Laurie Boivin, intervenante chez PECH, ce bilan montre que la stratégie du «logement d'abord» est une des clés de l'atteinte de l'itinérance zéro visée par le maire de Québec, Bruno Marchand, d'ici 2025. «C'est vraiment un des moyens principaux, je pense, pour atteindre cette cible-là», dit-elle.

Depuis qu'ils ont un toit, souligne Mme Boivin, de nombreux participants au programme Porte-Clés ont recommencé à travailler, ont renoué avec leurs familles, se sont fait de nouveaux amis, ont formé des couples ou font du bénévolat.

Selon PECH, qui coordonne le programme, environ 90 % des participants à Porte-Clés avaient réussi à rester en logement avant la pandémie.

Un tournant

Aujourd'hui, Corey Sawers habite dans un petit appartement du quartier Saint-Sauveur.

Aujourd'hui, Corey Sawers habite dans un petit appartement du quartier Saint-Sauveur.

LE SOLEIL, PASCAL RATTHE

Le programme Porte-Clés a marqué un tournant dans la lutte à l'itinérance à Québec, où il y a environ 545 sans-abris, selon le plus récent dénombrement (2018). Pour la première fois, huit organismes ont uni leurs forces autour de l'approche du «logement d'abord».

Cette approche repose sur l'idée qu'il est plus facile de reprendre sa vie en main quand on a d'abord un toit. Le «logement d'abord» se distingue du modèle standard «en escalier» où les



itinérants vont dans les refuges et se voient offrir de l'aide en santé mentale ou en dépendance en attendant qu'ils soient prêts à intégrer un logement.

«On part du principe que chacun a le droit fondamental d'avoir un logement, explique Laurie Boivin. On ne demande pas aux gens qu'ils soient abstinents ou qu'ils s'investissent dans un traitement quelconque.»

L'approche du «logement d'abord» est de plus en plus répandue au Canada. Développée à New York dans les années 80 par le psychologue canadien Sam Tsemberis, elle se trouve au coeur d'une vaste campagne au Canada anglais pour mettre fin à l'itinérance.

La campagne, nommée Prêt pour zéro Canada, regroupe 27 «collectivités» — des villes, des régions et des comtés —, comme Edmonton, Toronto, Hamilton, Moncton, par exemple. Pour le moment, aucune ville québécoise n'en fait partie.

Lors d'une récente entrevue avec Le Soleil, le maire de Québec, Bruno Marchand, a affirmé que l'inspiration de «l'itinérance zéro» lui est venue de Prêt pour zéro Canada.

M. Marchand a aussi mentionné l'exemple de la Finlande, un pays qui a placé l'approche du logement d'abord au centre de ses efforts pour éliminer l'itinérance d'ici 2027. Selon un rapport récent (2021) du gouvernement finlandais, l'itinérance est en baisse continue depuis 2013 en Finlande.

Le «triangle» nécessaire

Comme en Finlande ou au Canada anglais, le programme Porte-clés à Québec ne s'arrête pas à l'accès au logement. Il aide aussi les itinérants à garder leur toit.

Pour certains participants au programme, l'accompagnement est minimal. «Il y en a qui couchaient sous des galeries et, deux ans plus tard, ils sont dans un trois et demi subventionné et ça va numéro 1», dit Jean-Philippe Lapointe, propriétaire d'environ 300 logements et chambres au centre-ville de Québec et partenaire du projet Porte-clés.

Mais pour d'autres, la transition entre la rue et le logement est plus difficile. «Parfois, le clash est trop gros», dit M. Lapointe. Aux prises avec un trouble de santé mentale ou une dépendance à la drogue ou à l'alcool, certains traversent des crises. D'autres ont du mal avec le ménage ou invitent leurs amis de la rue à squatter et font trop de bruit au goût du voisinage.

Pour Jean-Philippe Lapointe, c'est le «triangle» entre les ex-sans-abris, les intervenants et le propriétaire qui permet au projet de fonctionner. Au fil des années, M. Lapointe est passé de 2 à 15 logements loués en partenariat avec le programme Porte-clés.

Une économie?

Le programme Porte-Clés est payé par les fonds publics. Le gouvernement fédéral, partisan de l'approche du logement d'abord, finance le projet dans le cadre de la stratégie canadienne de lutte contre l'itinérance Vers un chez-soi.



Un programme de subvention au logement de l'Office municipal d'habitation de Québec (OMHQ) paye de son côté la majeure partie du loyer de chacun des participants à Porte-Clés. Les locataires s'engagent pour leur part à payer le loyer à la hauteur de 25 % de leurs revenus.

Selon PECH, le projet permet aux contribuables d'économiser de l'argent. Le coût annuel des services sociaux, de santé et de services juridiques offerts aux personnes itinérantes souffrant d'une maladie mentale s'élève en moyenne à 55 000 \$ par personne, d'après une étude de l'Université McGill publiée en 2017 à partir des données recueillies dans les trois plus grandes villes canadiennes (Toronto, Montréal et Vancouver).

Corey, lui, se bat toujours contre une dépendance aux méthamphétamines. Mais il va de mieux en mieux. Aujourd'hui, il habite avec sa chatte, Nala, dans un petit appartement aux murs jaunes du quartier Saint-Sauveur. Il fait son épicerie et prend goût à cuisiner.

Depuis un mois, il travaille comme barista dans un café situé dans les locaux de PECH. Il suit assidûment les matchs du Canadien et songe à jouer au hockey cosom. Il aimerait aussi trouver une copine.

S'il n'avait pas eu un toit avec le programme Porte-Clés, Corey ne croit pas qu'il aurait repris le reste de sa vie en main. «Je pense que je serais encore dans la rue.»

[Retour à la table des matières](#)



Des minimaisons pour lutter contre l'itinérance à Montréal, c'est pour bientôt ?

24 heures – 2022-01-11

Par : Guillaume Cyr

<https://www.24heures.ca/2022/01/11/des-minimaisons-pour-lutter-contre-litinerance-a-montreal-cest-pour-bientot>

Le concept de minimaison (ou micromaison) pour loger des personnes en situation d'itinérance gagne du terrain en Amérique du Nord. Alors que la capitale du Nouveau-Brunswick, Fredericton, vient d'annoncer la construction d'une série d'habitations de ce type, à Montréal, un organisme se dit prêt à embarquer dans le projet.

Avec une superficie de 18 mètres carrés (200 pieds carrés), les minimaisons incluent toutes les commodités : une salle de bain, une cuisine, un espace pour dormir jusqu'à deux personnes ainsi qu'un salon et une salle à manger. Et même une petite galerie couverte.

À Fredericton, ce sont ainsi 36 logements de ce genre nouveau qui seront construits par l'organisme sans-but lucratif 12 Neighbours Community d'ici mars 2023, au coût de 2,3M\$.

«La voie vers la réhabilitation commence par des maisons abordables et sûres dans une communauté inclusive qui offre du soutien», explique le fondateur de 12 Neighbours Community, Marcel LeBrun.

Des suppléments de loyer à chacun des nouveaux logements sont aussi prévus afin que les locataires ne paient pas plus de 30% du revenu total de leur ménage en loyer.

Avec le froid polaire qui s'abat ces jours-ci sur Montréal et des refuges qui se remplissent très vite, la Ville pourrait-elle envisager le lancement d'un projet semblable ? Réponse avec les principaux intéressés.

Un organisme «partant» pour réaliser le projet

Les organismes qui œuvrent dans le milieu communautaire aiment beaucoup cette idée. Ceux à qui nous avons parlé croient que pour régler la question de l'itinérance, on doit diversifier l'offre de logement et mettre sur pied des idées comme celle-là.

Florence Portes, la directrice de développement des habitations communautaires pour la Mission Old Brewery, qui aide les personnes en situation d'itinérance, «adore l'idée.»

«La Mission est partante pour lancer un projet comme celui-là si on nous offre un terrain. On a des architectes collaborateurs qui pourraient nous aider à le réaliser», lance-t-elle, enthousiaste.

Mme Portes dit cependant qu'on doit faire attention à la dignité des personnes itinérantes, en ne construisant pas des espaces trop petits, mais bien un endroit assez grand pour inclure toutes les commodités nécessaires. Il faut aussi éviter de créer un «ghetto de pauvreté» et y implanter des intervenants et un service communautaire.



Un enjeu de densité et déracinement

Un autre enjeu est évoqué par les organismes auxquels nous avons parlé : la difficulté à trouver un terrain disponible dans les quartiers centraux de Montréal.

«Je vois mal où trouver un endroit [dans Hochelaga-Maisonneuve] pour accueillir un certain nombre de micromaisons», explique Julien Montreuil, directeur adjoint de l'organisme communautaire Anonyme et en charge du volet logement.

Séduit par le concept, M. Montreuil ajoute qu'on pourrait possiblement construire les minimaisons ailleurs sur l'île, mais que cette idée pourrait aussi mener à un déracinement de la population itinérante, loin des ressources dont elle a besoin.

Au cabinet de la mairesse de Montréal, Valérie Plante, la réalisation de projet de minimaisons n'est pas à l'ordre du jour. « [Elles] ne sont pas adaptées à la densité que nous connaissons à Montréal », se justifie l'attachée de presse, Marikym Gaudreault.

Le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation du Québec n'avait pas encore répondu à nos questions sur le sujet mardi après-midi.

Une «très bonne idée», selon des personnes itinérantes

Les principaux intéressés à qui le 24 heures a parlé, les itinérants, accueillent très favorablement cette idée, surtout en période de froid extrême.

Richard Massé-Duperron, qui vit dans la rue depuis novembre dernier, pense que ce n'est pas très compliqué à réaliser. Selon cet ancien menuisier, il suffit de trouver un entrepreneur et des employés qui veulent embarquer dans le projet.

«J'ai vu ça à la télévision. C'est une très bonne idée... Aujourd'hui, si tu ne trouves pas d'idées pour enrayer le problème de l'itinérance, eh bien rien ne va avancer. Alors pourquoi pas ? Tout se fait, il s'agit juste d'avoir une compagnie qui peut aider», juge-t-il.

Richard Massé-Duperron dort pour le moment à la Maison du Père. Il est incapable de se trouver un logement de grandeur 1 1/2 ou 2 1/2 à un prix abordable.
Guillaume Cyr/24 heures

Richard Massé-Duperron dort pour le moment à la Maison du Père. Il est incapable de se trouver un logement de grandeur 1 1/2 ou 2 1/2 à un prix abordable.

Une idée qui est aussi appuyée par Guylain Levasseur, qui vit présentement dans son camion malgré le temps glacial. «Ça réglerait beaucoup de problèmes. Trouver un terrain avec une petite maison et un prix minimal, ça serait une des solutions, lance-t-il. Les grands froids commencent et toutes toutes toutes les ressources connaissent des éclosions de Covid-19 et sont pleines à craquer.»

Ailleurs en Amérique du Nord

Même si les projets divergent d'une ville à l'autre, des initiatives du même genre se multiplient depuis déjà quelques années. En octobre dernier, Los Angeles inaugurerait son plus grand projet jusqu'à présent avec 117 micromaisons, selon le média américain NBC. Des formats cependant



plus petits que ce qui se fait au Nouveau-Brunswick, avec des maisons d'environ 6 mètres carrés (plutôt le format d'un cabanon).

Cette initiative fait partie d'un objectif plus large que la mégapole américaine s'est donné en octobre dernier, soit de construire 25 000 unités de transition pour les personnes itinérantes d'ici 2025. La ville compte environ 41 000 sans-abris, selon le dernier décompte des autorités.

La capitale de la Colombie-Britannique, Victoria, ouvrait elle aussi un village de 15 conteneurs en avril dernier avec des jardins et un espace extérieur commun, pouvant héberger environ une trentaine de personnes, selon Radio-Canada.

[Retour à la table des matières](#)



Café au suivant : « tout le monde mérite une petite douceur »

L'Avenir de l'Érable – 2022-01-12 – p. 11

Par : Manon Toupin

Café au suivant : « tout le monde mérite une petite douceur »

MANON TOUPIN
ET QUÉBEC EN NOUVELLE-ÉCART

SOCIÉTÉ. Depuis le 17 décembre, deux commerces du centre-ville de Victoriaville, le Farniente et dépanneur Voisin (coin Notre-Dame et De Bigarré) proposent le service de « Café au suivant ».

C'est à l'initiative de la Table de concertation intersectionnelle en itinérance que le projet est mis en branle dans la région. Pour Victoriaville, ce sont Anne-Sophie Gendron de Répit Jeunesse et Kim Perreault de la Maison Raymond-Roy qui se sont chargés de la mise en place de ce projet simple, mais tellement important en ce qui concerne la sensibilisation à l'itinérance ou aux personnes marginalisées.

Le concept est simple et déjà répandu dans plusieurs grandes villes du Québec et bien connu en Europe. Il s'agit, pour les consommateurs qui vont dans les commerces participants, de payer, pour le suivant (ou la personne dans le besoin) un café. Cette consommation est alors marquée sur un tableau noir par l'employé comme étant disponible pour celui ou celle qui en fera la demande. Aussi simple que ça, Anne-Sophie, qui est intervenante au centre de jour de Répit Jeunesse, et Kim, qui est intervenante post-hébergement à la Maison Raymond-Roy, sont heureuses de travailler sur ce dossier qui vibre également du côté de L'Érable.

Le concept de « Café au suivant » mise sur la générosité des consommateurs, mais également sur la conscience collective que des gens n'ont peut-être pas les moyens, ici même à Victoriaville, de s'offrir cette petite douceur que représente un simple café. De plus, avec les jours froids qui s'annoncent tranquillement dans la région, le beverage chaud sera encore davantage apprécié de ceux qui l'auront demandé. Il faut savoir qu'à Victoriaville, plusieurs personnes sont dans l'obligation de passer leurs journées à l'extérieur. Ainsi, un beverage chaud arrive à point pour ceux qui n'ont pas nécessairement les moyens de se l'offrir.

Anne-Sophie insiste sur le fait que ce projet permet de sensibiliser les gens, sans toutefois porter de jugement. « Tout le monde peut se retrouver dans une situation de précarité à un moment ou à un autre », indique-t-elle. Et pour les donateurs, c'est une belle façon de poser un petit geste de bonté envers une personne inconnue, mais également de prendre conscience que des gens apprécieront vraiment ce simple geste.

Les cafés sont destinés à ceux qui en feront la demande, sans plus de questions. « Il n'y a pas de gêne à lui faire », ajoute Kim. Bien entendu, il pourra arriver que des gens qui ont les moyens demandent le café gratuit. Mais pour les deux intervenantes, si dans tous les beverages donnés, il y en a une partie qui a été remise à des gens qui ne passaient pas le projet, ce sera mission accomplie. Elles demeurent donc optimistes : leur café est à moitié plein. « Même si quelqu'un prend un café, mais qu'il a l'argent, il y a quand même de la sensibilisation qui se fait. Cette personne le sait et se fera la réflexion de voir si elle prendra aussi », mais un chemin va se créer », croit Anne-Sophie.

« Café au suivant » permet, de façon anonyme, dans une période difficile, de mettre un peu de chaleur dans la vie de quelqu'un,

sensibiliser, en douceur, à une réalité moins visible, mais présente quand même. « C'est aussi un moyen de réduire le fossé entre les gens marginalisés et ceux qui sont privilégiés », explique Anne-Sophie. Les deux intervenantes ont ainsi mis sur pied, avec la Table de concertation, ce projet. Elles sont allées rencontrer des commerces pour l'instaurer et offrir un accompagnement aux propriétaires qui ont accepté généreusement et avec joie de s'impliquer dans la démarche. « On fait des suivis pour voir comment ça se passe, s'il faut faire des modifications, etc. », explique Kim.

Actuellement, les deux commerces du centre-ville qui offrent le « Café au suivant » permettent de rejoindre des personnes différentes. Les cafés proposés dans les deux lieux sont également différents, s'adaptant aux goûts de chacun. Ainsi, certains seront plus à l'aise d'aller chercher un café au Farniente. « Il y a deux clientèles différentes au centre-ville, il y a des personnes un peu plus âgées, qui ont leurs habitudes, comme au Farniente par exemple. Au dépanneur, il y a davantage de gens précaires, en état d'itinérance, un peu plus vulnérables », observe Anne-Sophie. Et bien entendu, les deux intervenantes font la promotion du projet auprès des individus quielles côtoient dans le cadre de leur travail.

Actuellement, ce sont un ou deux beverages chauds qui sont donnés et demandés chaque jour. Mais ce n'est que le début et il faut sensibiliser des deux côtés pour en faire une habitude. Kim et Anne-Sophie sont aussi à l'évaluation à quels autres endroits à Victoriaville il serait pertinent d'offrir le service. « Nous voulons ajouter des lieux significatifs », disent-elles. Parce que ce projet est là pour rester pas seulement pendant la saison froide, mais bien toute l'année.

Il s'agit donc, pour la majorité des gens, d'un geste simple à poser que d'offrir un café anonyme. Mais pour la santé mentale de ceux qui se retrouvent, les impacts sont importants et peuvent même d'avoir un peu de chaleur humaine.

Itinérance
Même si on ne la voit pas directement, l'itinérance existe bel et bien à Victoriaville comme l'indiquent Kim et Anne-Sophie qui sont à même de le constater. « Il y en a de plus en plus »,



Café au suivant, une initiative de sensibilisation (Photo www.lesnouvelles.net)



Un café au suivant est maintenant disponible au centre-ville. (Photo www.lesnouvelles.net)

Bien entendu, les gens qui dorment dans les rues ont besoin que la population se mobilise pour faire mieux. Anne-Sophie et Kim sont heureuses de voir que les commerces commencent à donner, les chiffres permettent une collecte de données intéressante. Alors, avis aux autres commerces du genre qui seraient intéressés à embarquer dans le « Café au suivant ». Il s'agit d'une démarche simple qu'ils peuvent intégrer facilement à leurs opérations, qui ne coûte rien, mais qui apporte tellement de réconfort à ceux qui dorment, comme à ceux qui reçoivent.

RESIDENTIEL & COMMERCIAL
PLÔMBERIE DUPLESSIS

David Duplessis, propriétaire, plus de 15 ans d'expérience

919 758-0024 - Victoriaville
plombierduplessis@hotmail.com

Marie-Josée Désilets
Olivier Galarneau
Audioprothésistes

POUR VOTRE SANTÉ AUDITIVE!

Les prothèses auditives peuvent être défrayées par RAMQ - CHESST - ASSURANCES PRIVÉES

83, rue Girouard, Victoriaville
www.audiodesilets.ca **819 357-8866**

SOCIÉTÉ. Depuis le 17 décembre, deux commerces du centre-ville de Victoriaville, le Farniente et dépanneur Voisin (coin Notre-Dame et De Bigarré) proposent le service de «Café au suivant». C'est à l'initiative de la Table de concertation intersectionnelle en itinérance que le projet s'est mis en branle dans la région. Pour Victoriaville, ce sont Anne-Sophie Gendron de Répit Jeunesse et Kim Perreault de la Maison Raymond-Roy qui se sont chargés de la mise en place de ce projet simple, mais tellement important en ce qui concerne la sensibilisation à l'itinérance ou aux personnes marginalisées.

Le concept est simple et déjà répandu dans plusieurs grandes villes du Québec et bien connu en Europe. Il s'agit, pour les consommateurs qui vont dans les commerces participants, de payer, pour le suivant (ou la personne dans le besoin) un café. Cette consommation est alors marquée sur un tableau noir par l'employé comme étant disponible pour celui ou celle qui en fera la demande. Aussi simple que ça, Anne-Sophie, qui est intervenante au centre de jour de Répit Jeunesse, et Kim, qui est intervenante post-hébergement à la Maison Raymond-Roy, sont heureuses de travailler sur ce dossier qui s'élabore également du côté de L'Érable.

Le concept de «Café au suivant» mise sur la générosité des consommateurs, mais également sur la conscience collective que des gens n'ont peut-être pas les moyens, ici même à Victoriaville, de s'offrir cette petite douceur que représente un simple café. De plus, avec les jours froids qui



s'amènent tranquillement dans la région, le breuvage chaud sera encore davantage apprécié de ceux qui l'auront demandé. Il faut savoir qu'à Victoriaville, plusieurs personnes sont dans l'obligation de passer leurs journées à l'extérieur. Ainsi, un breuvage chaud arrive à point pour eux qui n'ont pas nécessairement les moyens de se l'offrir.

Anne-Sophie insiste sur le fait que ce projet permet de sensibiliser les gens, sans toutefois porter de jugement. «Tout le monde peut se retrouver dans une situation de précarité à un moment ou à un autre», indique-t-elle. Et pour les donateurs, c'est une belle façon de poser un petit geste de bonté envers une personne inconnue, mais également de prendre conscience que des gens apprécieront vraiment ce simple geste.

Les cafés sont destinés à ceux qui en feront la demande, sans plus de questions. «Il n'y pas de gêne à le faire», ajoute Kim. Bien entendu, il pourra arriver que des gens qui en ont les moyens demandent le café gratuit. Mais pour les deux intervenantes, si dans tous les breuvages donnés, il y en a une partie qui a été remise à des gens qui ne pouvaient se le payer, ce sera mission accomplie. Elles demeurent donc optimistes: leur café est à moitié plein. «Même si quelqu'un prend un café, mais qu'il a l'argent, il y a quand même de la sensibilisation qui se fait. Cette personne le sait et se fera la réflexion» je vais le prendre pareil«, mais un chemin va se créer», croit Anne-Sophie.

Le «Café au suivant» permet, de façon anonyme, dans une période difficile, de mettre un peu de chaleur dans la vie de quelqu'un, de sensibiliser, en douceur, à une réalité moins visible, mais présente quand même. «C'est aussi un moyen de réduire le fossé entre les gens marginalisés et ceux qui sont privilégiés», présume Anne-Sophie. Les deux intervenantes ont ainsi mis sur pied, avec la Table de concertation, ce projet. Elles sont allées rencontrer des commerces pour l'instaurer et offrent un accompagnement aux propriétaires qui ont accepté généreusement et avec joie de s'impliquer dans la démarche. «On fait des suivis pour voir comment ça se passe, s'il faut faire des modifications, etc.», explique Kim.

Actuellement, les deux commerces du centre-ville qui offrent le «Café au suivant» permettent de rejoindre des personnes différentes. Les cafés proposés dans les deux lieux sont également différents, s'adaptant aux goûts de chacun. Ainsi, certains seront plus à l'aise d'aller chercher un café au dépanneur, alors que d'autres voudront aller au Farniente. «Il y a deux clientèles différentes au centre-ville.» Il y a des personnes un peu plus âgées, qui ont leurs habitudes, comme au Farniente par exemple. Au dépanneur, il y a davantage de gens précarisés, en état d'itinérance, un peu plus vulnérables«, observe Anne-Sophie. Et bien entendu, les deux intervenants font la promotion du projet auprès des individus qu'elles côtoient dans le cadre de leur travail.

Actuellement, ce sont un ou deux breuvages chauds qui sont donnés et demandés chaque jour. Mais ce n'est que le début et il faut sensibiliser des deux côtés pour en faire une habitude. Kim et Anne-Sophie sont aussi à évaluer à quels autres endroits, à Victoriaville, il serait pertinent d'offrir le service.» Nous voulons ajouter des lieux significatifs«, disent-elles. Parce que ce projet est là pour rester, pas seulement pendant la saison froide, mais bien toute l'année.

Il s'agit donc, pour la majorité des gens, d'un geste simple à poser que d'offrir un café anonymement. Mais pour la santé mentale de ceux qui le reçoivent, les impacts sont importants et permettent d'avoir un peu chaleur humaine.



Itinérance Même si on ne la voit pas directement, l'itinérance existe bel et bien à Victoriaville comme l'indiquent Kim et Anne-Sophie qui sont à même de le constater.»Il y en a de plus en plus«, disent-elles. Des gens qui dorment dans les entrées de banques, dans les boisés, les haies de cèdres même, ça arrive. De plus, avec la pandémie, il manque de places en hébergement, ce qui ne facilite rien, et l'accès aux logements est de plus en plus ardu et onéreux.»Ça aura été très difficile la pandémie pour les gens précarisés«, note Anne-Sophie.

Bien entendu, le»Café au suivant«ne réglera pas tout, mais permettra une sensibilisation bien nécessaire. C'est un beau projet qui cache toutefois une réalité moins facile.»On a vraiment besoin que la population se mobilise pour favoriser une meilleure suite des choses«, dit Anne-Sophie. Et puisque les commerces tiendront un registre du nombre de breuvages offerts et donnés, les chiffres permettront une collecte de données intéressante. Alors, avis aux autres commerces du genre qui seraient intéressés à embarquer dans le»Café au suivant«. Il s'agit d'une démarche simple qu'ils peuvent intégrer facilement à leurs opérations, qui ne coûte rien, mais qui apporte tellement de réconfort à ceux qui donnent, comme à ceux qui reçoivent.

[Retour à la table des matières](#)



Des policiers communautaires à la rencontre d'itinérants

Radio-Canada – 2022-01-14

Par : Pascal Robidas

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1854116/patrouille-spvm-eccr-communautaire-itinerance>

L'endroit, entouré de béton, est peu accueillant. Les graffitis prédominent. Nous sommes sous l'autoroute Ville-Marie, où des dizaines de tentes abritent des personnes en situation d'itinérance. Une petite communauté pour passer à travers l'hiver.

À l'arrivée de l'équipe, personne n'a pris les jambes à son cou pour fuir les lieux. Bien au contraire : certains entament la conversation, tandis que d'autres suivent des policiers vers les autopatrouilles remplies de matériel et de vêtements pour leur permettre d'affronter le climat hivernal.

Les policiers que nous accompagnons sont membres de l'Équipe de concertation communautaire et de rapprochement (ECCR), lancée en 2021 à la demande du directeur du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), Sylvain Caron. Pour ce dernier, la prévention du crime passait également par la prévention sociale.

Fini, donc, les appels d'urgence au 911 et la répression pour cette nouvelle équipe qui patrouille essentiellement à pied. La priorité est de bâtir des relations humaines avec les personnes les plus vulnérables qui se retrouvent à l'hôpital pour des problèmes de consommation et des troubles de santé mentale.

C'est une véritable communauté qui se trouve sous l'autoroute Ville-Marie. Des tentes et des abris improvisés longent les piliers de béton sur plusieurs centaines de mètres.

D'autres itinérants, qui ont plus d'expérience dans la rue, ont récupéré tous les matériaux utiles pour se construire de véritables abris de fortune munis de divisions. N'empêche que toutes les personnes en situation d'itinérance sont vulnérables face à l'hiver.

Celles-ci ont en commun de vouloir rester dans leur abri, loin des refuges et des ressources offertes par la Ville de Montréal.

« On est dans l'approche humaniste. Personne de mon équipe n'est dans le jugement. On est ici pour aider des gens qui en ont grandement besoin. »

— Une citation de Laurent Gingras, sergent et superviseur de l'Équipe de concertation communautaire et de rapprochement du SPVM

Les policiers du SPVM, membres de l'équipe ECCR, offrent des bottes d'hiver et des couvertures à cet itinérant qui s'est fabriqué un abri de fortune pour se protéger du froid.

On cherche à aller vers des gens qui vivent en marge de la société. On veut trouver des solutions pour améliorer leur vie, explique le sergent Laurent Gingras, qui est le superviseur de cette équipe communautaire. C'est une façon de faire de la prévention en allant vers les gens avant qu'ils ne soient judiciairisés. Pour ce faire, nous avons besoin de nos partenaires communautaires pour bâtir le lien de confiance avec ces gens-là.



Après plusieurs mois à se faire connaître à pied par la communauté itinérante du centre-ville, les policiers communautaires du Service de police de la Ville de Montréal SPVM voient leurs efforts qui commencent à faire jaser dans la rue.

Alexandre Caisse croyait bien se faire arrêter, la semaine dernière, en se trouvant sur la voie publique après l'entrée en vigueur du couvre-feu.

Moi, ils m'ont vu. C'était dépassé le couvre-feu [...] puis ils m'ont donné des couvertures chaudes pour m'abriller. Tu sais, c'était fantastique, dit-il, lui qui vit dans la rue depuis environ six mois.

L'approche plus humaine de ceux qui portent l'uniforme est un baume pour cet itinérant de 32 ans qui dit avoir tout perdu à cause de problèmes de consommation.

J'ai pris de la drogue. J'ai tout perdu : ma blonde, ma maison, ma job... Quand tu es dans la rue, tu découvres que tu n'es plus rien aux yeux des gens que tu croises. Quand tu as des policiers qui viennent te voir pour savoir comment tu vas, ça fait du bien, ajoute-t-il.

Les organismes communautaires de Montréal sont devenus des alliés pour la police de Montréal. La Mission St-Michael, en plein cœur du centre-ville, ne tarit pas d'éloges pour ces policiers qui parcourent les rues à temps plein.

Je considère que nos locaux sont devenus le quartier général du sergent Gingras et son équipe, tellement ils viennent passer du temps chez nous. Les policières qui sont de l'équipe n'ont pas l'approche traditionnelle du patrouilleur quand elles abordent notre clientèle, explique la directrice générale de l'endroit, Chantal Laferrière.

« Moi, c'est la façon dont je veux travailler avec la police. C'est une approche différente... Tellement facilitant dans nos actions. Ils font partie des gens qui vont faire le travail de rue avec nous. »

— Une citation de Catherine Laferrière, directrice générale de la Mission St-Michael
L'Équipe de concertation communautaire et de rapprochement a plusieurs partenaires, comme les patrouilles mixtes autochtones du centre-ville. Les personnes autochtones qui vivent dans la rue sont de plus en plus nombreuses à Montréal.

Dans le métro, les personnes en situation d'itinérance n'hésitent pas à aller vers les policiers, malgré la présence de notre caméra. Les policiers se font appeler par leur prénom. L'approche est naturelle, de toute évidence.

À la sortie de la station de métro Peel, la policière Joanna Benatar affirme que toutes ses coéquipières – l'équipe n'est composée que de policières pour le moment – ont choisi de remplir ce rôle communautaire.

Plusieurs de mes collègues ont des préférences et se dirigent vers les enquêtes, les stupéfiants, etc. Moi, j'ai toujours eu un intérêt pour le travail communautaire. Je sens que je suis utile pour la société en faisant ma part, explique la policière, qui compte 18 années de service.

« J'ai des membres de ma famille qui ont souffert de la maladie mentale. Quand cette réalité vient nous toucher dans notre vie, on comprend mieux ce que vivent les gens qui en souffrent. »

— Une citation de Joanna Benatar, policière au Service de police de la Ville de Montréal



En plus d'une première équipe déployée dans la zone du centre-ville et dans celle du nord-est, qui a été le théâtre de violence armée au cours des derniers mois, le Service de police de la Ville de MontréalSPVM compte ajouter une autre équipe dans l'ouest de l'île de Montréal d'ici à l'automne prochain.

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action à l'international



Afrique de l'Ouest : les crises du Sahel ont des effets dévastateurs sur les plus vulnérables

ReliefWeb – 2022-01-04

<https://reliefweb.int/report/burkina-faso/afrique-de-l-ouest-les-crises-du-sahel-ont-des-effets-d-vastateurs-sur-les-plus>

Plus de 30 millions de Sahéliens auront besoin cette année d'aide et de protection, soit plus d'un million de plus qu'en 2021, a indiqué mardi le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), soulignant que « les conflits, la violence, les déplacements et les crises socio-économiques entraînent une hausse rapide des besoins » dans cette région.

Dans les régions touchées par les conflits en Afrique de l'Ouest, les civils sont confrontés à une crise de protection dramatique dans un contexte de plus en plus instable.

Selon l'OCHA, la jonction des conflits et de la violence, de la pauvreté profonde, des pressions démographiques, d'une gouvernance faible, d'une insécurité alimentaire et d'une malnutrition chroniquement élevées, et l'impact du changement climatique poussent « des millions de personnes à la limite de la survie ».

Sur le terrain, la période de soudure devrait commencer plus tôt en 2022, avec l'épuisement des stocks des agriculteurs et une demande accrue sur les marchés. « La diminution de l'offre entraînera probablement une nouvelle flambée des prix et certains produits de base pourraient ne plus être disponibles sur les marchés », a ajouté l'agence onusienne.

Plus de 29 millions de personnes devraient être confrontées à une insécurité alimentaire grave

Par rapport à 2021, une hausse de plus de 40% du nombre de personnes confrontées à une insécurité alimentaire grave est attendue au cours de la prochaine période de soudure en 2022. Dans l'ensemble du Sahel, plus de 29 millions de personnes devraient être confrontées à une insécurité alimentaire grave, dont plus de 8 millions dans le Sahel central.

Au Niger par exemple, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire pourrait augmenter de plus de 57%. Au Mali, les humanitaires tablent sur une hausse de plus de 40% et plus de 36% en Mauritanie. « Au Burkina Faso, trois zones (contre deux zones en 2021) pourraient être confrontées à des niveaux d'insécurité alimentaire d'urgence et la situation se détériore globalement dans les zones de crise du pays », a indiqué l'OCHA, ajoutant que près de 13 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

Depuis 2015, le nombre d'attaques brutales a été multiplié par huit dans le Sahel central, entraînant des déplacements et des besoins supplémentaires. Selon OCHA, la zone des trois frontières partagées par le Burkina Faso, le Mali et le Niger est l'épicentre d'une crise en pleine expansion avec des niveaux sans précédent de violence armée et d'insécurité.

Les civils pris en étau entre les groupes armés, la violence intercommunautaire et les opérations militaires sont contraints de fuir leurs maisons pour trouver la sécurité. Au total, plus de 5,8 millions de personnes sont déracinées au Sahel, plus que jamais auparavant.

Hausse particulièrement « stupéfiante » des déplacés au Burkina Faso



Dans le Sahel central (Burkina Faso, Mali et ouest du Niger), l'insécurité s'est rapidement détériorée et les déplacements ont augmenté de 30% entre 2020 et 2021, atteignant 2 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et 132.000 réfugiés - dont un demi-million contraints de fuir à l'intérieur de leur pays pour la seule année 2021. De nombreuses personnes déplacées ont également été contraintes de fuir plusieurs fois, ce qui aggrave encore leur vulnérabilité.

Selon l'OCHA, la hausse rapide est particulièrement stupéfiante au Burkina Faso, où la violence armée a forcé plus d'un million de personnes à fuir leur foyer depuis le début de la crise (contre 47.000 à la fin de 2018 - soit une augmentation de 2927%). Dans ces conditions, l'insécurité et la violence menacent les vies et les moyens de subsistance, perturbent l'accès aux services de santé, d'eau, d'assainissement et d'hygiène, privent les communautés touchées par la violence de l'accès aux services vitaux, augmentent les violations des droits humains et mettent en péril la cohésion sociale.

En Afrique de l'Ouest et centrale, six pays - le Burkina Faso, le Cameroun, le Mali, le Niger, le Nigéria et le Tchad - ont élaboré des plans d'intervention pour 2022, nécessitant un total de 2,4 milliards de dollars.

[Retour à la table des matières](#)



«Je me sens humiliée»: en Inde, une centaine de musulmanes «mises en vente» sur une application en ligne

Libération – 2022-01-07

Par : Léa Masseguin

https://www.liberation.fr/international/asi-pacifique/je-me-sens-humiliee-en-inde-une-centaine-de-musulmanes-mises-en-vente-sur-une-application-en-ligne-20220107_A4UIHIZ3BNFENHXIYHAL2VNV2Q/

Une centaine de femmes musulmanes ont découvert, début janvier, leur photo et leurs informations personnelles dévoilées, sans leur consentement, sur une application en ligne de vente aux enchères. Elles dénoncent des actes «xénophobes» et «misogynes».

Etudiant en deuxième année d'ingénierie, Niraj Bishnoi, 20 ans, a reconnu avoir créé l'application en question. (Niharika Kulkarni/Reuters)

Quratulain Rehbar rentrait chez elle, dans un petit village du Cachemire, la seule région d'Inde à majorité musulmane, lorsqu'elle a appris qu'elle était «à vendre» sur une application en ligne. «J'étais dans les transports lorsqu'une amie m'a appelé de New Delhi pour me dire que j'avais été mise aux enchères. J'étais tellement choquée que je me suis enfermée dans ma chambre. Je ne suis même pas allée sur le site. Je me sens humiliée, déshonorée», explique cette journaliste indépendante, en pleurs, à Libération.

Comme elle, une centaine de femmes indiennes musulmanes influentes, dont des artistes, journalistes, militantes, chercheuses et avocates, ont découvert avec stupeur la publication de leur photo et de leurs informations personnelles sur une application baptisée «Bulli Bai», qui a depuis été supprimée. Hébergée sur GitHub, une plateforme de développement de logiciels appartenant à Microsoft, elle proposait aux utilisateurs les plus offrants d'acheter virtuellement leur «Bulli du jour» – un terme péjoratif utilisé contre les femmes musulmanes par les trolls soutenant la droite nationaliste hindoue.

«Islamophobe et misogyne»

«Bien sûr, aucune vente n'a eu lieu. Le but était de dégrader et de nous humilier», estime Quratulain Rehbar, qui préfère parler d'un acte «islamophobe et misogyne» plutôt que de «sexisme». La lauréate pakistanaise du prix Nobel en 2014, Malala Yousafzai, et Fatima Nafees, 65 ans, mère d'un étudiant musulman disparu en Ind...

***Abonnement requis pour avoir accès au reste de l'article*

[Retour à la table des matières](#)



Actualité à surveiller



Rien à signaler

[Retour à la table des matières](#)